

1987, chapitre 5  
**LOI MODIFIANT DE NOUVEAU  
LA LOI SUR LES COMPAGNIES**

---

**Projet de loi 143**

présenté par M. Pierre Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

Présenté le 13 novembre 1986

Principe adopté le 12 décembre 1986

Adopté le 17 mars 1987

**Sanctionné le 23 mars 1987**

---

**Entrée en vigueur: le 23 mars 1987**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)







## CHAPITRE 5

### Loi modifiant de nouveau la Loi sur les compagnies

[Sanctionnée le 23 mars 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-38,  
a. 77,  
mod.

**1.** L'article 77 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, de ce qui suit:

Délégation  
des pouvoirs

« 1.1. Le règlement peut prévoir que les pouvoirs mentionnés au paragraphe 1 sont exercés, dans la mesure qu'il indique, par un ou plusieurs administrateurs ou officiers désignés par les administrateurs ou par le règlement.

Modification

Ce règlement peut aussi prévoir que les pouvoirs ainsi délégués peuvent être modifiés, dans la mesure qu'il indique, au moyen d'un règlement qui est soumis aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 91. ».

c. C-38,  
a. 89.2,  
mod.

**2.** L'article 89.2 de cette loi est modifié par le remplacement à la première ligne des mots « Sous réserve des » par les mots « À moins de dispositions contraires dans l'acte constitutif ou dans les ».

c. C-38,  
a. 123.0.1,  
mod.

**3.** L'article 123.0.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « articles », de « 12, ».

c. C-38,  
a. 123.66,  
mod.

**4.** L'article 123.66 de cette loi est modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes par ce qui suit: « actionnaire, ou à l'actionnaire de sa corporation mère, ou à une personne pour l'aider à acquérir ses actions, s'il y a des motifs raisonnables de croire ».

c. C-38,  
a. 123.77,  
rem.

**5.** L'article 123.77 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

Destitution  
d'un admi-  
nistrateur

« **123.77** Sauf disposition contraire des statuts, les actionnaires peuvent, par résolution, destituer un administrateur lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Restriction

Si les détenteurs d'actions d'une catégorie ont le droit exclusif d'élire un administrateur, celui-ci ne peut être destitué que lors d'une assemblée spéciale de ces détenteurs convoquée à cette fin de la même manière qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie ou de toute autre manière prévue par ses statuts ou ses règlements. ».

c. C-38,  
a. 123.95,  
mod.

**6.** L'article 123.95 de cette loi est modifié par le remplacement, au paragraphe 2°, de la première ligne par ce qui suit:

« 2° à défaut de dispositions qui le permettent dans les statuts, si tous ».

c. C-38,  
a. 123.103,  
mod.

**7.** L'article 123.103 de cette loi est modifié par le remplacement, au premier alinéa, de la première ligne par ce qui suit:

« **123.103** Sauf dans les cas prévus aux articles 123.102 et 123.107, le ».

c. C-38,  
a. 123.107,  
remp.

**8.** L'article 123.107 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

Compromis

« **123.107** Les statuts sont modifiés pour confirmer un compromis ou un arrangement.

Intervention  
du juge

Malgré l'article 49, l'intervention du juge n'est pas requise si tous les actionnaires touchés consentent au compromis ou à l'arrangement.

Disposition  
non appli-  
cable

L'article 123.103 ne s'applique pas à une modification visant exclusivement la confirmation d'un compromis ou d'un arrangement.

Signature

« **123.107.1** Les administrateurs doivent, dans le cas visé dans l'article 123.107, autoriser l'un d'entre eux à signer les statuts confirmant le compromis ou l'arrangement. ».

c. C-38,  
a. 123.129,  
mod.

**9.** L'article 123.129 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la deuxième ligne, des mots « , si leurs actions sont sans valeur nominale, »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par ce qui suit:

« 4° les administrateurs de la compagnie issue de la fusion seront ceux de la compagnie mère et ses règlements seront ceux de la

compagnie mère ou ceux que prescrit le conseil d'administration de cette dernière; les règlements ainsi prescrits sont toutefois soumis aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 91. ».

c. C-38,  
a. 123.130,  
mod.

**10.** L'article 123.130 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième ligne par ce qui suit: « une même corporation peuvent, si les actions émises de la filiale dont les actions ne sont pas annulées sont sans valeur ».

c. C-38,  
a. 123.131,  
mod.

**11.** L'article 123.131 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Application  
aux  
compagnies  
minières

« Elle s'applique toutefois aux compagnies constituées en vertu de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47) pourvu:

1° qu'elles n'aient aucune action émise à escompte en circulation lors de la continuation;

2° que les actions émises à escompte soient changées en actions sans valeur nominale lors de la continuation et que le capital effectivement versé sur ces actions soit porté au compte de capital émis et payé;

3° que les actions émises à escompte aient été changées en actions sans valeur nominale ou qu'elles aient été converties en actions sans valeur nominale ou échangées contre de telles actions avant la continuation. ».

c. C-38,  
a. 123.134,  
mod.

**12.** L'article 123.134 de cette loi est modifié, au deuxième alinéa, par le remplacement de la quatrième ligne par ce qui suit: « actionnaires touchés par cette modification, qu'ils soient ou non habiles à ».

Entrée en  
vigueur

**13.** La présente loi entre en vigueur le 23 mars 1987.